

Le Figaro

Le Monde

Libération

La Croix

Page:

57

Livre. Pascal Lamy exprime ses interrogations et propose des pistes pour l'élaboration d'une «démocratie-monde».

L'Europe: un détour obligatoire

«La Démocratie-monde. Pour une autre gouvernance globale», la République des idées, Seuil, 90 pp., 10,50 euros.

Pascal Lamy, tête de turc préférée des altermondialistes de tous poils, souffre de son physique de parachutiste et de son parcours de technocrate. Le commissaire européen au commerce extérieur semble, totalement imparable aux interrogations, un mélange bien français d'arrivance et de tranquilles certitudes. Même si ce portrait n'est pas faux, il est réducteur.

En trente ans de vie publique, dont la moitié passée au service de la construction communautaire, Pascal Lamy a eu le temps d'arrondir les angles les plus saillants de sa personnalité, et surtout d'admettre qu'afficher ses doutes et ses critiques n'est pas forcément synonyme de faiblesse. On ne saurait donc trop conseiller la lecture du petit livre de réflexion (90 pages) qu'il vient de consacrer à la mondialisation et à l'Europe telles qu'elles ne vont pas, ainsi qu'aux éléments de solutions qui pourraient permettre de bâtir une «démocratie mondiale».

Les critiques virulentes des altermondialistes, des eurosceptiques et des souverainistes, qui ont trouvé un écho dans des opinions publiques inquiètes, ont manifestement fini par ébranler l'absolu

conviction qu'avait Pascal Lamy d'œuvrer pour le bien collectif. A quoi sert-il d'avoir raison, s'interroge Lamy, si on est le seul à le savoir et si les peuples refusent de vous suivre? «Depuis quel que temps, je suis moins sûr», avoue-t-il à propos de la légitimité de la construction européenne.

Lamy constate qu'il n'existe, pour l'instant, que des gouvernances partielles et non globales, d'où des frustrations grandissantes. Pire: «si une institution supranationale est efficace, elle n'est pas légitime, et si elle est légitime, elle n'est pas efficace». On pense à l'OMC et à l'ONU. Or, «si les citoyens n'ont plus la conviction de jouer un rôle central, les plus belles courroies de transmission de la démocratie institutionnelle, les plus beaux arrangements formels resteront des pantins sans vie».

C'est notamment vrai de l'Union, un modèle du genre, mais que les citoyens ont du mal à s'approprier. Il dénonce mécaniquement la disparition d'un projet européen mobilisateur: «moins de débats et plus de petits pas; moins de grandes ambitions politiques et plus de normes techniques; moins d'autonomie dans l'action et plus de procédures». Cependant, la gouvernance supranationale est insatisfaisante, l'État-nation a aussi failli: «l'irruption du monde dans nos in-

termités nationales n'a pas trouvé sa formulation politique... Cette frustration face à un mouvement qu'on a le sentiment de ne pas maîtriser alimente la crise qui frappe nos démocraties, affectées par le retour à des expressions populistes et des tentations de repli».

«Comment réagir?», s'interroge Lamy. Il considère que les réponses proposées par la plupart de ceux qui critiquent l'Union et la mondialisation, la première étant perçue comme un vecteur de la seconde, sont inadéquates puisqu'elles consistent le plus souvent à revenir au cadre de l'État-nation qui a fait la preuve de son inadéquation: en quoi la France seule présenterait-elle davantage que l'Union à vingt-cinq?

Il propose plusieurs pistes à partir d'un constat: «la globalisation des enjeux, pour le meilleur et pour le pire, rend chaque jour plus nécessaire l'organisation d'un pouvoir politique mondial, à la fois légitime et efficace, c'est-à-dire démocratique». Une chose est sûre: «le détour par l'Europe s'impose: la construction européenne est, sur la planète, la forme la plus avancée d'invention d'un système de gouvernement démocratique international et non hégémonique». En dépit de ses imperfections. ◀

JEAN QUATREMER